

19 août 2010 | Le Droit | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT
ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

Monument de la Francophonie à Montfort

L'hôpital Montfort d'Ottawa aura son propre monument de la Francophonie de l'Ontario qui sera inauguré le 29 septembre prochain. La présidente-directrice générale de la Fondation de l'hôpital Montfort, Christine Sigouin, a dévoilé hier la maquette de ce monument qui sera érigé en face de l'hôpital, sur le chemin Montréal.



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Le président du comité de construction du monument de la Francophonie de l'Ontario, Denis Chartrand, observe la maquette en compagnie de la présidente-directrice générale de la Fondation de l'hôpital Montfort, Christine Sigouin.

Les monuments de la Francophonie de l'Ontario sont érigés à des endroits à haute valeur symbolique pour la communauté francophone. Ils comprennent un drapeau franco-ontarien géant de 15 pieds par 30 pieds, ainsi que des pierres de granit portant des inscriptions ainsi que les noms des commanditaires. Ils deviennent des lieux de rassemblement pour divers événements de la communauté franco-ontarienne.

Onze monuments

Depuis le lancement du projet en 2005, 11 monuments de la Francophonie ont été érigés en Ontario, dont sept à Ottawa. Chaque monument de la Francophonie de l'Ontario porte sur un thème différent et celui de l'hôpital Montfort sera consacré à la santé et aux services sociaux. Le financement du projet est assuré par la fondation qui a déjà recueilli l'appui de plusieurs commanditaires. L'ancienne présidente de SOS Montfort, Gisèle Lalonde, est présidente de la campagne de financement. Certains dons prendront la forme de services ou de matériel servant à la construction du monument. La construction du monument de la Francophonie de l'Ontario de l'hôpital Montfort a débuté hier matin et

elle doit être terminée à temps pour la cérémonie d'ouverture.

Le tout premier monument de la Francophonie a été aménagé devant les locaux du Conseil des écoles catholique du Centre-Est, sur la rue Labelle, à Ottawa, en 2005.

Depuis ce temps, des monuments ont aussi été construits ailleurs en Ontario notamment à Casselman et à Sudbury. Un autre monument sera aussi érigé à Cornwall cette année.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 19 août 2010 | L'Express Ottawa | Par Karine Régimbald
karine.regimbald@transcontinental.ca

Le Monument de la Francophonie à MONTFORT prend vie

Plusieurs personnalités de la communauté franco-ontarienne s'étaient déplacées à la Nouvelle Scène, hier, pour assister au dévoilement de la maquette du prochain Monument de la Francophonie qui sera érigé sur le terrain de l'Hôpital Montfort, un emblème fortement représentatif de la vigueur des francophones d'ici.



Par Karine Régimbald

...vation commencent aujourd'hui (hier), a lancé d'entrée de jeu ... du comité organisateur du monument. C'est un hommage à notre

Dès hier après-midi, les travaux ont débuté sur le site désigné pour mettre en place ce monument dédié à la santé et aux services sociaux francophones. À l'image des autres Monuments de la Francophonie en province, un immense drapeau de 5 m sur 15 m sera placé tout en haut d'un mât de 30 mètres. «Les travaux d'excavation commencent aujourd'hui (hier)», a lancé d'entrée de jeu Alain Vachon, qui est membre du comité organisateur du Monument de la Francophonie à l'Hôpital Montfort.

Sur le site, hautement symbolique pour les Franco-Ontariens, l'espace est marqué par un M afin de représenter l'Hôpital Montfort. Aux pieds de la lettre, des plaques de granite arboreront des textes historiques et à la tête du logo seront inscrites les contributions des bâtisseurs et donateurs de ce projet identitaire. Une ligne du temps faite de pierres signalera aussi les dates marquantes en santé pour les Franco-Ontariens.

«La communauté a le droit de célébrer et de se mobiliser pour se doter de symboles», a fait valoir Denis Chartrand, le président du comité organisateur du monument. C'est un hommage à notre communauté qui a relevé de nombreux défis afin d'avoir des services de qualité en français dans le domaine de la santé et des services sociaux.»

Pour l'heure, aucun autre projet du genre n'est prévu au programme, mais toute personne est invitée à se manifester, selon Alain Vachon. «C'est un projet communautaire qui n'appartient à personne. Les gens qui veulent assurer du leadership peuvent le faire », a soutenu le membre du comité organisateur du Monument de la Francophonie de Montfort.

Le monument sera officiellement inauguré le 29 septembre prochain.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 19 août 2010 | L'Express Ottawa | (K.B.)

Une nouvelle école élémentaire publique ouvrira ses portes dès janvier au centre-ville

Une nouvelle école élémentaire publique ouvrira ses portes dans le secteur Côte-de-Sable à Ottawa afin de combler le manque d'espace à l'école élémentaire publique Francojeunesse.



(Photo:Karine Régimbald)

Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) a procédé à l'achat d'un édifice situé au 339, rue Wilbrod, tout près de l'école Francojeunesse qui est présentement surpeuplée.

Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) a procédé à l'achat d'un édifice il y a trois semaines, situé au 339, rue Wilbrod, tout près de l'école Francojeunesse qui est surpeuplée depuis trois ans.

La nouvelle école qui doit ouvrir en janvier prochain pourra accueillir 160 élèves en plus d'un service de garde.

«En ajoutant une nouvelle école, le CEPEO démontre qu'il demeure à l'écoute des besoins de la communauté scolaire. La gestion du Conseil rencontrera prochainement la direction de l'école élémentaire publique Francojeunesse ainsi que les parents pour assurer une transition harmonieuse vers la nouvelle école», a indiqué le président du Conseil, Georges Orfali.

Pour le moment, peu de détails sont disponibles quant à savoir si l'école sera une annexe à Francojeunesse ou si elle deviendra une école complètement séparée.

Le Conseil, de pair avec les parents étudiera aussi quels niveaux accueillera la nouvelle école. Une proposition doit être présentée d'ici la fin novembre selon la coordonatrice des communications par intérim du CEPEO, Mélanie Gauthier.

Le bâtiment et le terrain seront également rénovés au coût de 100 000\$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2010 | Le Droit | PAULPAULGABOURY GABOURY pgaboury@pgaboury@ledroit.ledroit.com

L'absence du français aux cérémonies des Jeux est un « affront »

Après toutes les interventions faites dans les mois qui ont précédé les Jeux olympiques, l'affront fait aux francophones lors de la cérémonie du compte à rebours et de la cérémonie d'ouverture n'aurait pas dû avoir lieu, déplore la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA).

Sa présidente, Marie-France Kenny, vient de réagir au rapport d'enquête du commissaire aux langues officielles sur la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Vancouver. Dans son rapport déposé la semaine dernière, le commissaire Graham Fraser recommandait notamment au gouvernement fédéral de mieux définir les clauses linguistiques lors de transferts de paiement à des bénéficiaires.

« La FCFA souligne depuis longtemps qu'il est essentiel que le gouvernement canadien veille à bien définir toutes les clauses linguistiques lors de transferts de paiement, d'accords de contributions ou de subventions. Le simple fait de rappeler qu'il faut refléter la dualité linguistique ne suffit pas et prête, comme nous l'avons vu dans le cadre de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Vancouver, à interprétation », a mentionné la présidente Kenney.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2010 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdufault@ledroit.com

Bob Chiarelli fait son entrée au cabinet

Remaniement ministériel à Queen's Park

*« Je ne manquerai pas une occasion d'aller au bâton pour notre région. »
Bob Chiarelli, ministre de l'Infrastructure de l'Ontario*

Le remaniement ministériel orchestré hier par le premier ministre Dalton McGuinty a promu le vétéran Bob Chiarelli à son premier poste de ministre. L'ancien maire d'Ottawa s'est vu confier le portefeuille de l'Infrastructure au sein du gouvernement de l'Ontario.

À ce titre, le député libéral d'Ottawa-Ouest-Nepean a le mandat de continuer à veiller aux efforts de stimulation de l'économie de la province. L'Infrastructure redevient un ministère indépendant après avoir été couplé à celui de l'Énergie, que conserve Brad Duguid.

M. Chiarelli dit que son expérience sur la scène municipale lui a permis d'acquérir les connaissances nécessaires pour remplir son nouveau mandat. En tant que maire d'Ottawa, il a été à l'origine de l'O-Train et a jeté les bases du projet de train léger de 2,1 milliards \$ qui doit voir le jour d'ici 10 ans.

« J'ai appris que les projets d'infrastructure naissent d'une collaboration entre les différents niveaux de gouvernements. J'ai l'intention de continuer à façonner cette collégialité et je ne manquerai pas une occasion d'aller au bâton pour notre région », a-t-il confié au Droit.

M. Chiarelli a effectué un retour en politique, au printemps dernier, pour prendre la relève de Jim Watson, qui brigue la mairie d'Ottawa. Le politicien de 69 ans a siégé à Queen's Park de 1987 à 1997 avant de faire le saut en politique municipale. Il a été président de la défunte Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, puis maire de la nouvelle Ville d'Ottawa de 2000 à 2006.

La députée d'Ottawa-Vanier, Madeleine Meilleur, conserve son poste de ministre des Services sociaux et communautaires et de ministre déléguée aux Affaires francophones. Elle voit l'arrivée de M. Chiarelli au conseil des ministres comme une bonne nouvelle pour la région d'Ottawa.

« Autant j'étais triste de voir partir Jim Watson, autant je suis contente de voir arriver Bob Chiarelli. Avec lui, la région retrouve un troisième ministre pour la représenter à Queen's Park. M. McGuinty a vraiment pris le pouls de son équipe et il a placé les bonnes personnes aux bons endroits. M. Chiarelli connaît très bien les dossiers de l'infrastructure », a-t-elle indiqué. Le maire d'Ottawa, Larry O'Brien, s'est lui aussi réjoui de la nomination de Bob Chiarelli. « Son leadership politique sera un atout important alors que nous nous préparons à bâtir un système de transport en commun de calibre mondial », a-t-il partagé.

Rétrogradation

Le plus gros changement à Queen's Park est la rétrogradation de John Gerretsen, qui perd l'Environnement pour se retrouver aux Services aux consommateurs. Le député de Kingston-etles-Îles a été la cible de critiques à la suite du cafouillage de la taxe écologique, qui n'a été perçue que pendant 20 jours avant d'être éliminée dans la controverse, à la mi-juillet.

Le portefeuille de l'Environnement passe donc aux mains de John Wilkinson, qui laisse le Revenu à Sophia Aggelonitis. L'ancienne ministre des Services aux consommateurs hérite également du poste de ministre déléguée aux Affaires des personnes âgées.

Jim Bradley devient ministre de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et laisse son ancien poste de ministre des Affaires municipales et du Logement à Rick Bartolucci. Autre nouveau visage au cabinet, le député torontois Glen Murray devient ministre de la Recherche et de l'Innovation. Il succède à John Milloy, qui conserve son poste de ministre de la Formation et des Collèges et Universités.

Le ministre Dwight Duncan garde les Finances et sa collègue Kathleen Wynne demeure aux Transports.

La Santé et les Soins de longue durée sont toujours entre les mains de Deb Matthews et l'Éducation demeure l'affaire de Leona Dombrowsky.



De son côté, Chris Bentley conserve son poste de Procureur général et ministre des Affaires autochtones.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

19 août 2010 | Le Droit | Melanie Brooks, Genève

Nous sommes tous des travailleurs humanitaires

D'origine canadienne, Melanie Brooks est coordonnatrice Média et Communication de l'équipe de



réponse d'urgence de CARE International à Genève, Suisse.

Quand j e pense à Shirley Case, deux images me viennent à l'esprit : celle d'une Shirley souriante, plaisantant avec des survivants du tsunami en Indonésie ; et celle d'une Shirley couverte de sang, affalée sur le capot d'une voiture criblée de balles en Afghanistan. Cette deuxième image, je ne l'ai jamais vue – mais je l'imagine.

Cela a fait deux ans, la semaine dernière, que Shirley Case, une travailleuse humanitaire née en Colombie-Britannique, a été tuée avec trois autres collègues par les Talibans dans un guet-apens. Ils venaient de visiter une école à l'extérieur de Kaboul pour des enfants avec difficultés d'apprentissage. Shirley, qui était venue en aide aux réfugiés du Darfour au Tchad et aux survivants du tsunami en Indonésie, était en Afghanistan depuis seulement deux mois.

Danger

Ces deux images de Shirley montrent les deux faces du travail humanitaire : d'un côté l'engagement humanitaire à aider ceux qui en ont besoin, et de l'autre, les dangers qui accompagnent notre travail. Shirley a vu les deux côtés. Et le meurtre épouvantable de 10 travailleurs humanitaires en Afghanistan la semaine dernière est un rappel brutal que le danger est toujours présent.

Aujourd'hui nous célébrons la Journée mondiale de l'humanitaire, une journée durant Comme tous les travailleurs humanitaires – qui ne sont ni des soldats de la paix, ni des militaires, et ne portent pas d'armes – Shirley Case était une cible facile pour. En 2008, elle est morte criblée de balles en Afghanistan. laquelle nous nous souvenons de nos collègues qui ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur mission, et où nous contribuons à sensibiliser le public aux activités humanitaires dans le monde et aux raisons pour lesquelles il est si important que nous les continuions. Cette journée a été décrétée par les Nations unies en 2008, l'année où Shirley est morte. Cette année-là a aussi été la plus dangereuse pour les travailleurs humanitaires ; avec Shirley, plus de 260 d'entre eux ont été tués, enlevés ou blessés suite à des attaques, rendant le travail humanitaire plus dangereux que le fait d'être un soldat de la paix.

Mais les travailleurs humanitaires ne sont pas des soldats de la paix, ni des militaires. Nous avons signé le Code de conduite de la Croix-Rouge stipulant que nous ne prenons pas parti ; nous fournissons une aide fondée uniquement sur les besoins, indépendamment de la nationalité, la race, la religion ou l'origine ethnique. Nous ne portons pas d'armes. Mais cela fait de nous des cibles faciles pour des groupes militants qui tentent de se venger des gouvernements occidentaux ou de faire une déclaration politique. Si un militant veut se venger contre une armée ou un gouvernement de l'Ouest, qui choisira-t-il : un soldat bien armé et entraîné, ou un travailleur humanitaire non armé?

Les travailleurs humanitaires construisent des écoles, vaccinent des enfants contre les maladies et fournissent une aide alimentaire, des couvertures et des abris pendant les urgences.

Au cours de la dernière année, les organisations humanitaires ont aidé des dizaines de millions de personnes : des survivants du tremblement de terre en Haïti, des personnes qui font face à une famine potentielle dans l'Afrique de l'Ouest, et des familles qui fuient les inondations mortelles au Pakistan. Le fait d'être un humanitaire consiste à aider les autres.

Sécurité

Mais les endroits où les populations ont besoin d'aide sont aussi souvent les endroits les plus dangereux : des zones de conflit comme l'Afghanistan et le Darfour, la République démocratique du Congo, où le viol est une arme de guerre, ou des zones de désastres naturels comme Haïti, où des centaines de travailleurs humanitaires ont été tués par le tremblement de terre catastrophique en janvier.

Les travailleurs humanitaires doivent toujours mettre en balance la sécurité du personnel avec les énormes besoins de la population dans ces pays. Et quand nous sommes obligés de quitter un pays à cause de l'insécurité ou des menaces des gouvernements hostiles ou de groupes militants, comme dans le cas de Vision mondiale et de deux autres organisations humanitaires qui ont dû quitter la Somalie la semaine dernière, ce sont les personnes qui y restent qui souffrent parce que l'aide alimentaire et médicale et l'éducation ne sont plus fournies.

Le thème de cette Journée mondiale de l'humanitaire est : Je suis un travailleur humanitaire. Shirley Case, une travailleuse humanitaire de 30 ans, adorait le cyclisme et les randonnées. Elle aimait ce qu'elle faisait, et elle croyait qu'on peut créer un monde meilleur. Des centaines de milliers de travailleurs humanitaires partout dans le monde croient la même chose.

Je souris quand je pense que, même si elle n'est pas ici, Shirley a réussi à tous nous convertir, et à faire de nous des travailleurs humanitaires. Et quand je pense à la centaine d'enfants souriant dans l'école du Nicaragua qui porte aujourd'hui le nom de Shirley Case, cela m'aide à me débarrasser de la deuxième, sombre image de Shirley que j'ai dans la tête. Je peux me concentrer sur la première image, et la raison pour laquelle Shirley, et nous autres, sommes des travailleurs humanitaires : pour aider les autres, et pour la joie qui accompagne le fait d'essayer de rendre le monde meilleur.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Le ton monte dans la construction

ANABELLE NICOU
La Presse

Sept chantiers de construction ont été fermés hier dans tout le Québec. Alors que les syndicats de la construction menacent de déclencher une grève générale illimitée dès le 30 août, l'Association de la construction du Québec (ACQ) dénonce des moyens de pressions illégaux.

Faute de travailleurs, des chantiers commerciaux et résidentiels ont été fermés en Estrie, à Québec et à Montréal.

En Outaouais, les activités ont été interrompues sur le chantier des immeubles de condominiums Place Champlain, à l'angle des boulevards Alexandre-Taché et Saint-Raymond. D'autres chantiers pourraient être affectés de la même manière au cours des prochains jours.

D'après l'Alliance syndicale, ces fermetures ne répondent pas à un mot d'ordre, mais sont le fruit d'initiatives individuelles et isolées. Une version qui peine à convaincre Lyne Marcoux, négociatrice en chef pour l'ACQ.

« C'est quand même aberrant que des gens de plusieurs régions du Québec aient la même initiative, le même matin. Les initiatives locales sont concertées. Il faut quand même que le syndicat assume les responsabilités de ses actions », dit-elle, en précisant que des plaintes ont été déposées hier auprès de la Commission de la construction du Québec.

Hier matin, l'Alliance syndicale a invité les médias à une conférence de presse pour annoncer la mise en place de moyens de pression — grèves du zèle, stricte application du code de sécurité et des conventions en vigueur. Une grève générale illimitée pourrait être déclenchée à partir du 30 août.

« C'est difficile de comprendre comment autant de personnes vont sortir en grève alors que la pierre d'achoppement est circonscrite à un sous-secteur », estime Lyne Marcoux. Selon l'ACQ, les négociations pour le secteur commercial et institutionnel sont presque réglées, mais rien ne peut être signé en raison d'un profond désaccord quant à la suppression de certaines primes qui touchent les travailleurs du secteur industriel.

Rien n'est plus faux, soutient Donald Fortin, porte-parole de l'Alliance syndicale. « Quand ils



En Outaouais, les activités ont été interrompues sur le chantier des immeubles de condominiums Place Champlain, à l'angle des boulevards Alexandre-Taché et Saint-Raymond.

disent que l'on prend l'industrie en otage pour défendre une minorité, ils oublient de parler des 86000 travailleurs visés par de l'intransigeance patronale », dit-il, avant d'énumérer les différends sur les salaires, le déficit de la caisse de retraite ou les congés maladies. « L'attitude de l'ACQ

est de couper dans les acquis », souligne-t-il.

L'ACQ et l'Alliance ne semblent pas prêts à reculer. « Pour nous, il est important de faire le ménage dans les primes improductives », dit Lyne Marcoux.

De son côté, M. Fortin prévient : « Soit les employeurs s'assoient et

travaillent sérieusement, soit on fait ce que l'on a à faire ».

À Québec, le ministre du Travail Line Thériault a tenté de calmer le jeu, hier, et a invité les deux parties à poursuivre leurs discussions. « Il reste quand même 12 journées. Je les invite à s'asseoir et à continuer les négociations »,

a-t-elle dit avant le conseil des ministres. Syndiqués et patronat négocient, sans succès, depuis huit mois. Les quatre conventions collectives de l'industrie de la construction ont expiré il y a quatre mois.

Avec La Presse Canadienne et LeDroit

Des voleurs d'outils ont sévi dans la région

LOUIS-DENIS EBACHER
ldebacher@ledroit.com

Des chantiers de construction et des commerces de la grande région d'Ottawa-Gatineau ont été la cible de voleurs d'outils, au cours des trois dernières semaines.

Des outils, mais aussi des véhicules et des remorques, ont été volés dans des commerces spécialisés en matériaux de construction et des chantiers de la région. La police d'Ottawa a arrêté trois

hommes, et celle de Gatineau affirme avoir mis fin au manège de deux autres personnes reliées aux activités criminelles.

Le projet « Big Task » a conduit les enquêteurs d'Ottawa sur les traces de Guy Grison, 42 ans, de Marc Grison 40 ans, et de Yan Mineault, 34 ans, tous de Gatineau.

Les policiers d'Ottawa ont travaillé avec ceux de Gatineau et de la Municipalité régionale de comté des Collines. « On peut déjà affirmer que des accusations de vols de plus de 5000 \$

seront déposées », a dit la porte-parole de la police de Gatineau, Isabelle Poirier. Du matériel a été retrouvé dans les voitures des suspects.

Les Grison et le suspect Mineault doivent répondre à des accusations de méfaits, d'introductions par effraction, et de vols de plus de 5000 \$. La police de Gatineau doit déposer des chefs supplémentaires contre ces derniers.

L'enquête a débuté le 26 juillet dernier, et s'est terminée avec la perquisition de deux résidences

de Gatineau, au 621 boulevard Lorrain et sur la rue Lauzon.

La valeur des biens volés est d'environ 80000 \$. Les présumés voleurs doivent revenir en cour le 24 août prochain. Les trois hommes seraient reliés à d'autres vols non résolus.

La police d'Ottawa a identifié quatre individus le soir du 16 août, quand trois d'entre eux volaient de l'équipement et des matériaux de construction. La quatrième personne a acheté de l'équipement, sachant qu'il était volé.

LEDROIT, LE JEUDI 19 AOÛT 2010

À GATINEAU, CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION® EST À LA PAGE 60.

GATINEAU (SECTEUR HULL) : 95, CH. DU LAC-LEAMY — TÉL. 819 770-7366

RÉNO/DÉPÔT
ON L'A.

19 août 2010 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdufault@ledroit.com
fpdufault@ledroit.com

Le débat sur le tunnel est clos

Le débat sur le tunnel pour le futur train léger d'Ottawa est mort et enterré, estime Alex Cullen, au lendemain de l'approbation par le ministère de l'Environnement de l'Ontario de l'évaluation environnementale du projet.

Le président du comité municipal du transport en commun affirme que ce feu vert de Queen's Park est venu ficeler définitivement le projet évalué à 2,1 milliards \$. À partir de maintenant, dit-il, le tunnel au centre-ville est un élément indissociable du tracé de la future ligne de train.

« S'il devait y avoir des changements majeurs au projet, il faudrait tout recommencer depuis le début. Et je ne crois pas qu'il y ait une volonté ni du conseil, ni du public, pour rouvrir le débat », a indiqué M. Cullen lors d'un point de presse à l'hôtel de ville.

L'élu du quartier Baie et candidat à la mairie a sablé le champagne pour l'occasion.

La province a mis près de quatre ans à compléter l'évaluation environnementale du projet de 12,5 kilomètres qui doit relier, d'ici 10 ans, les stations Blair et Pré-Tunney le long de l'actuel Transitway d'OC Transpo.

« Si on enlève le tunnel, il va falloir redéfinir le plan du train léger au complet. Le prochain conseil peut toujours choisir cette option, mais il faudra du temps pour compléter une nouvelle étude. Peut-être encore quatre ans », de renchérir la directrice municipale adjointe, Nancy Schepers.

Valse-hésitation

Le conseil municipal n'en serait cependant pas à sa première valse-hésitation dans le projet de train léger. Peu après son élection en 2006, le conseil actuel a mis la hache dans un ancien projet de train nord-sud pour favoriser un axe est-ouest. L'annulation d'un contrat de construction avait alors coûté 37 millions\$ à la Ville d'Ottawa.

Aucun contrat n'a encore été octroyé dans le cas présent, mais M. Cullen croit qu'un changement de cap pourrait mettre en jeu un financement de 1,2 milliard \$ promis par les gouvernements fédéral et provincial. « Ils ne nous ont pas fait un chèque en blanc », a-t-il signalé.



Qu'à cela ne tienne, l'idée d'un tunnel de 3,2 kilomètres est loin de faire l'unanimité chez les principaux candidats à la mairie. Si M. Cullen et le maire Larry O'Brien l'appuient à fond, le conseiller Clive Doucet a clairement fait savoir qu'il préfère un système de tramway en surface. Le candidat Jim Watson, pour sa part, a exprimé ses inquiétudes quant aux coûts d'un tunnel.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)



Great rates. No fees.
A better way to save.

President's Choice cookie recall

By **DON PEAT, QMI AGENCY**

Last Updated: August 18, 2010 9:24am

TORONTO - Shoppers at Loblaw company grocery stores are being warned not to eat a batch of President's Choice cookies that may contain metal fragments.

The company announced the warning Tuesday around store-baked President's Choice Decadent Chocolate Chunk Cookies.

"The product may contain small round, one millimetre in diameter, metal pieces," the company stated in a release circulated by the Canadian Food Inspection Agency.

The cookies, which are sold in packages of eight in the bakery department, have the UPC number 0 6038383903 8.

Loblaw says the recall only affects the specific store-baked product that is sold nationally at its Loblaws stores, franchise stores and affiliated independent stores.

The cookies have been pulled from store shelves, the company said.

People who have already bought the cookies can return them for a full refund.

As Advertised in The London Free Press

[Events](#) [Retail](#) [Food & Entertainment](#) [Automotive](#) [Homes](#) [Health](#) [Travel](#) [Miscellaneous](#) [View All Advertisers](#)



Roundstone Inn (Travel:)

[View Ad](#)
[Website](#)
[E-mail](#)
[Details](#)
[See All Travel Ads](#)



Visit Downtown (Food & Entertainment:)

[View Ad](#)
[Website](#)
[Details](#)
[See All Food & Entertainment Ads](#)

Copyright © 2010 London Free Press All Rights Reserved

Article rank | 19 Aug 2010 | Ottawa Citizen

Morality is not based only on religion

Re: Non-believer's derisive remarks offend me, Aug. 12.

Letter-writer Rick Gervais expresses his offence at the effrontery of atheists for questioning the belief in God. With what appears as inadvertent irony, atheists are insulted as being religious in zeal and having high priests like Richard Dawkins.

Atheists, or whatever name one would like to apply to someone who does not believe in a supreme being, tend to have their convictions based upon thoughtful analysis and rationality. There is precious little spite or malice in our opinions. Mostly, we see a collection of beliefs that were first meant to explain the inexplicable, to provide some order and sense to a complex, fascinating and sometimes terrifying world.

We see ideas that are now obviously outdated and unnecessary. We see beliefs that are simply irrational and for which there is little evidence. We see institutions that are misogynist and intolerant.

It is indeed laughable to read Gervais's statement implying that morality is based upon religious teachings only.

How does this religion-based morality justify the wanton torture and countless deaths of heretics in years past? Does it support the ongoing use of religion to justify torture, war and terrorism? Did these religious teachings prevent the widespread molestation of children by priests in past decades, or its coverup by the church? Or the blatant "sinning" of the likes of Jimmy Swaggart, Jim Bakker or Jim Jones?

Personally, I believe that propriety of thought and action come from personal reflection and acceptance of societal norms.

I would hope our society is mature enough to not need the fear of eternal damnation as a motive for decency and virtue. Perhaps there are atheists that have committed crimes and atrocities. So have the religious. For every Stalin there is a Milosevic.

I am sorry if Gervais is offended by atheistic opinion. As an atheist, I'm offended that religion is used to deny the obvious, such as the age of the Earth or the fact of evolution. I'm offended that prayer is thrown in our faces at school or in the oaths we take.

And I take exception to the fact that churches are spared the requirement to pay the taxes we need to support our society.

STEPHEN KRAVCIK,



Manotick

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Kanata school blaze arson, police say

By JUSTIN SADLER, OTTAWA SUN

Last Updated: August 18, 2010 1:38pm

The cause of a fire at a west end elementary school is arson, police confirmed Wednesday.

"The basic understanding is that someone broke a window, at least partially, and was able to ignite some material that was stacked near the window," said Sgt. David Christie.

The fire started in a classroom at Kanata's Georges Vanier elementary school at about 3:30 p.m. Tuesday afternoon. Firefighters arrived to find the classroom's windows broken and heavy smoke throughout the school.

The fire was quickly brought under control, but caused an estimated \$75,000 worth of damage.

Police continue to investigate.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved